

Résolution sur la décision du gouvernement israélien d'étendre les colonies en Cisjordanie

2012/2911(RSP) - 13/12/2012 - Texte adopté du Parlement, lecture unique

Le Parlement européen a adopté une résolution sur la décision du gouvernement israélien d'étendre les colonies en Cisjordanie.

Le texte adopté en plénière avait été déposé en tant que résolution commune par les groupes PPE, S&D, ALDE, Verts/ALE, ECR et GUE/NGL.

Le Parlement fait part de la profonde inquiétude que lui inspire l'annonce par le gouvernement israélien de la construction prévue de **3.000 nouvelles colonies** en Cisjordanie et à Jérusalem-Est. Il fait une nouvelle fois observer que **cette extension est de nature à compromettre les perspectives d'une Palestine viable partageant, avec Israël, Jérusalem comme capitale.**

Les députés soulignent également que les colonies israéliennes en Cisjordanie et à Jérusalem-Est sont illégales au regard du droit international et appellent **au gel immédiat, complet et permanent de toute action israélienne de construction ou d'extension de colonies.**

Dans le même temps, la résolution condamne les déclarations du chef politique du Hamas, Khaled Mechaal, rejetant la reconnaissance de l'État d'Israël et refusant catégoriquement toute présence israélienne à Jérusalem et **exhorte le Hamas à reconnaître le droit à l'existence d'Israël.**

Le Parlement demande une nouvelle fois **la mise en œuvre pleine et effective par l'Union et ses États membres de l'ensemble de la législation européenne actuelle et des accords bilatéraux UE-Israël en vigueur.** Il insiste pour que toutes les dispositions de l'accord d'association UE-Israël concernant les droits de l'homme des Palestiniens soient respectées et réaffirme sa détermination à mettre en œuvre toute la législation de l'UE en vigueur et tous les accords bilatéraux applicables aux produits des colonies.

Réaffirmant son appui sans réserve à la solution des deux États, sur la base des frontières de 1967, avec Jérusalem pour capitale, la résolution rappelle que **les moyens pacifiques non violents constituent le seul moyen d'établir une paix juste et durable entre Israéliens et Palestiniens** et demande, dans ce contexte, la reprise de **pourparlers de paix directs** entre les deux parties. Elle demande à toutes les parties de s'abstenir de toute mesure unilatérale qui pourrait saper ou entraver les efforts de paix et les perspectives d'un accord de paix négocié.

Le Parlement invite instamment l'Autorité palestinienne et le gouvernement israélien à **relancer le processus de paix au Proche-Orient.** Il insiste également sur l'importance de protéger la population palestinienne et ses droits dans la zone C et à Jérusalem-Est, élément essentiel pour que la solution des deux États soit viable. L'Union européenne et ses États membres sont pour leur part invités à jouer **un rôle politique plus actif, y compris au sein du Quatuor,** dans les efforts visant à parvenir à une paix juste et durable entre Israéliens et Palestiniens.

Les députés regrettent enfin la décision du gouvernement israélien de suspendre le virement de recettes fiscales palestiniennes à hauteur de 100 millions USD. Ils réclament le virement immédiat desdites recettes et invitent les parties concernées à faire appel à la médiation de l'UE pour régler l'ensemble de leurs différends financiers en cours.